



## ÉVOLUTION INSTITUTIONNELLE (9)

# LIVRET A, SA MISE À MORT

### SNP FORCE OUVRIÈRE

Secrétariat Général  
Nice Premier

455 Promenade des Anglais  
06200 Nice

Tél. : 04 93 21 22 26

Fax : 04 93 21 22 25

Mél. : fo.caisse-epargne@orange.fr  
site : www.focaisseepargne.org

Paris, le 10 mars 2008

*La Confédération Force Ouvrière dénonce la supercherie qui consiste à banaliser le Livret A. Qu'il s'agisse de la Commission Européenne, du Gouvernement Français, des banques ou de nos propres dirigeants, leurs buts divulgués ne correspondent certainement pas à leurs objectifs réels.*

Saisie début 2005 par 4 banques françaises (CRÉDIT AGRICOLE, BNP-PARIBAS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BANQUES POPULAIRES) et une banque néerlandaise (ING), la COMMISSION EUROPÉENNE estime que les **droits spéciaux** dont bénéficient les CAISSES D'ÉPARGNE, la BANQUE POSTALE et le CRÉDIT MUTUEL, sont une restriction incompatible avec le droit communautaire. Elle prétend aussi que le **financement du logement social** et l'**accessibilité aux services bancaires de base** n'ont nul besoin de cette limitation de distribution. Dès lors, elle demande à la France de modifier sa législation en conséquence.

Faisant d'abord mine de s'en émouvoir en introduisant un recours, le gouvernement français commande concomitamment un rapport à **Michel Camdessus**, ancien gouverneur de la BANQUE DE FRANCE et ancien directeur du FMI, lequel aggrave considérablement dans ses préconisations la situation faite aux 3 banques distributrices, au financement du logement social et à l'accessibilité bancaire. Le principe de la banalisation du Livret A étant acquis, le **projet de loi de la modernisation de l'économie** en préparation l'intégrera certainement dès le mois prochain.

À **Force Ouvrière**, nous pensons carrément qu'un **tsunami aux effets dévastateurs se prépare**. En effet, transformer le Livret A en simple produit financier et en banaliser la distribution, c'est porter atteinte à un **dispositif vertueux qui fonctionne depuis fort longtemps en circuit fermé avec une très grande efficacité et qui est somme toute peu coûteux à la collectivité nationale**.

En revanche, la **banalisation à la sauce « camdussienne » du Livret A coûterait 1,3 milliard d'€ par an à l'ensemble des banques françaises** (cf. *l'étude d'impact de Sia Conseil*) et déclencherait de **nouveaux rapprochements inter-banques**.

Pourquoi donc se priveraient-elles de **siphonner ses encours au profit de placements plus rémunérateurs pour elles-mêmes!**

S'agissant des CAISSES D'ÉPARGNE, un commissionnement à 0,40 % (au lieu de 1 %) des encours du Livret A, c'est un **RBE en régression de 480 millions d'€**, et donc la **fermeture annoncée de 700 à 1 200 agences** « sans perspective de rentabilité », **singulièrement en milieu rural**. En outre, **quatre mille emplois seront supprimés**, sans licenciements proprement dits. Les **mutualisations des fonctions supports** seront accentuées. Ne nous faisons aucune illusion, en réalité l'ensemble du maillage des agences sera remanié. **Des milliers de salariés seront sommés de se montrer mobiles**. Leurs conditions de travail seront également pénalisées car **la plage d'horaires d'ouverture des agences aux clients sera hélas étendue** pour pouvoir intensifier encore davantage la pression commerciale.

## UN TSUNAMI DÉVASTATEUR

Tous ces gens supposés intelligents sont en train de porter un coup fatal au concept de **la sauvegarde de l'épargne populaire, à la pédagogie de l'argent** et à son accès facile, mais aussi au **financement du logement social**. À commencer par nos propres dirigeants qui ont méthodiquement scié la branche sur laquelle nous sommes tous assis en dématérialisant nos livrets, en rémunérant nos comptes de dépôts, en s'acoquinant avec des établissements cotés en bourse. **Depuis 3 ans, le volume annuel des prêts de longue durée octroyés par la CDC aux organismes HLM, certains pouvant aller jusqu'à 60 ans, est en très forte croissance** (4 Md€ en 2005, 5 Md€ en 2006, 6,5 Md€ en 2007 et une prévision de 7,5 Md€ pour 2008) dont elle seule est à même de le garantir sans discrimination sur tout le territoire et en toutes circonstances.

**ALORS POURQUOI VOULOIR Y TOUCHER ?**

*Le Bureau National*

*B. Aguirre, S. Bellaïche, P. Chianéa, Y. Doby, C. Odemard, C. Sogorb*